

AR

11

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI



MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES  
ET DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR

MISSION PERMANENTE DU SENEGAL  
AUPRES DES NATIONS UNIES

NEW YORK

747 Third Avenue, 21st Floor  
New York, N.Y. 10017

Tel: (1 212) 517 90 30  
Fax: (1 212) 517 30 32

New York, le 16 mars 2016

M2 (n dc / pe, n dc / pe, n dip l / r2)  
PM ( dip l / r1)  
MFA (ce n ga)  
Muit. Sp. (Dupr)  
GS / MJUST  
MASE (S, DC, DDM, DMM, DAJCI)  
MFFC  
Repon / Ambxen  
- ADOIS - ABESA

16 MARS 2016

04297

17.03.16

DIPLOMAIL

Numéro : 50.325  
Destinataire : MINAFETRANG DAKAR

Nombre de pages : 1 + 6

Objet : COMPTE-RENDU REUNION CONJOINTE DU COMITE DU CS/ONU CONCERNANT LE SOUDAN DU SUD ET LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LE SORT DES ENFANTS EN TEMPS DE CONFLIT ARME.

MINISTERE DE LA FEMME  
DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE  
COURRIER A L'INTERIEUR  
Date: 13/08  
N°:

NEW YORK, LE 16 MARS 2016

2/1

Fax: (1212) - 517 30 32

Tél. : (1212) - 517 90 30/ 31 / 32

DEPART  
DIPLOMAIL

N°: **50325**.....

ATTENTION : S.E. MONSIEUR MANKEUR NDIAYE  
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR  
- DAKAR -

TEXTE

VOUDRAIS VOUS RENDRE COMPTE QUE SOUS LA CO-PRESIDENCE DU SENEGAL ET DE LA MALAISIE, S'EST TENUE CE 14 MARS 2016, UNE REUNION CONJOINTE DU COMITE DU CONSEIL DE SECURITE CREE PAR LA RESOLUTION 2206 (2015) CONCERNANT LE SOUDAN DU SUD ET LE GROUPE DE TRAVAIL DU CONSEIL DE SECURITE SUR LE SORT DES ENFANTS EN TEMPS DE CONFLIT ARME DONT L'OBJECTIF, ÉTAIT D'ENTENDRE L'EXPOSE DE MADAME LEILA ZERROUGUI, REPRESENTANTE SPECIALE DU SECRETAIRE GENERAL POUR LE SORT DES ENFANTS EN TEMPS DE CONFLIT STOP

DANS SES PROPOS LIMINAIRES, LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA MALAISIE A RAPPELE QUE CETTE TROISIÈME REUNION COMMUNE DU GROUPE DE TRAVAIL AVEC UN AUTRE ORGANE SUBSIDIARE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ, INTERVENAIT DANS UN CONTEXTE DE LA CRISE AU SOUDAN DU SUD MALGRE LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE PAIX STOP CE CONFLIT A DE GRAVES RÉPERCUSSIONS SUR LES ENFANTS QUI PEUVENT SUBIR DES VIOLS ET AUTRES FORMES DE VIOLENCES SEXUELLES, ETRE RECRUTES PAR DES GROUPES ARMÉS OU ENCORE ETRE ENLEVES ET/OU TUES STOP

IL A, EN OUTRE, RAPPELE LE RÔLE DE PREMIER PLAN DU CONSEIL DE SÉCURITÉ ET DE SES ORGANES SUBSIDIARES, EN PARTICULIER LE GROUPE DE TRAVAIL, EN TERMES DE DENONCIATION DES VIOLATIONS GRAVES COMMISES CONTRE DES ENFANTS, POUR LA REDDITION DES COMPTES ET LA PRISE DE MESURES VISANT A GARANTIR LE RESPECT DES DROITS DES ENFANTS DANS LES SITUATIONS DE CRISE STOP

PRENANT LA PAROLE AU NOM DE LA PRESIDENCE DU COMITE DE SANCTION SUR LE SOUDAN DU SUD, ET CONSCIENT DE L'IMPORTANCE QUI S'ATTACHE AU SORT DES ENFANTS DANS LE CONFLIT ARME AU SOUDAN DU SUD, J'AI RAPPELE LES DISPOSITIONS DÉJÀ PRISES PAR LE COMITE, NOTAMMENT LES SANCTIONS IMPOSEES LE 1<sup>ER</sup> JUILLET 2015 À SIX INDIVIDUS AU SOUDAN DU SUD, DONT CINQ ONT ÉTÉ INSCRITS SUR LA LISTE POUR AVOIR, ENTRE AUTRES, « DIRIGÉ DES ATTAQUES CONTRE DES CIVILS, NOTAMMENT DES FEMMES ET DES ENFANTS, SE RENDANT AINSI COUPABLES D'ACTES DE VIOLENCE (Y COMPRIS DE MEURTRES, DE MUTILATIONS, D'ACTES DE TORTURE ET DE VIOLS ET AUTRES FORMES DE VIOLENCE SEXUELLE), D'ENLÈVEMENTS OU DE DISPARITIONS ET DE DÉPLACEMENTS FORCÉS A TRAVERS LES PERSPECTIVES D'ATTAQUES CONTRE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET SANITAIRES, DES LIEUX DE CULTE OU DES LIEUX OÙ DES CIVILS ONT TROUVÉ REFUGE, OU EN COMMETTANT DES ACTES QUI CONSTITUENT DE GRAVES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME OU UNE VIOLATION DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE », ET POUR AVOIR RECRUTÉ ET EMPLOYÉ DES ENFANTS DANS DES GROUPES ARMÉS OU DES FORCES ARMÉES DANS LE CADRE DU CONFLIT ARMÉ AU SOUDAN DU SUD STOP

SOULIGNANT LES NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS DE LA SITUATION AU SOUDAN DU SUD TELS QUE DECRIT PAR LE DERNIER RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS SUR LE SOUDAN DU SUD, J'AI INDIQUE QUE LES VIOLATIONS SE POURSUIVAIENT AVEC LA MÊME INTENSITÉ ET DANS L'IMPUNITÉ LA PLUS TOTALE STOP DES CAS D'EXÉCUTIONS EXTRAJUDICIAIRES, DE TORTURES, DE VIOLENCES SEXUELLES LIÉES AU CONFLIT, D'ARRESTATIONS ET DE DÉTENTIONS EXTRAJUDICIAIRES, D'ENLÈVEMENTS, DE DÉPLACEMENTS FORCÉS, DE RECRUTEMENT ET D'EMPLOI D'ENFANTS, DE PASSAGES À TABAC, DE PILLAGES AINSI QUE DE DESTRUCTION DE MOYENS DE SUBSISTANCE ET DE LOGEMENTS ONT ÉTÉ REPERTORIES STOP

EN OUTRE, LE GROUPE D'EXPERTS A INDIQUÉ QUE LES VIOLENCES SEXUELLES LIÉES AU CONFLIT ÉTAIENT UNE CARACTÉRISTIQUE DE LA GUERRE AU SOUDAN DU SUD, LES FEMMES ET LES FILLES ÉTANT LES PLUS DUREMENT TOUCHÉES PAR CETTE PRATIQUE DÉGRADANTE STOP IL A CONSTATÉ QUE TOUTES LES PARTIES AVAIENT DÉLIBÉRÉMENT RECOURS AU VIOL COMME TACTIQUE DE GUERRE, SOUVENT DANS LE CADRE D'ACTES ABOMINABLES DE VIOL COLLECTIF STOP

4/7

DANS SES RECOMMANDATIONS, LE GROUPE D'EXPERTS A PROPOSÉ AU COMITÉ D'INVITER TOUS LES ACTEURS HUMANITAIRES PARTICIPANT AU MÉCANISME DE SURVEILLANCE ET DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET AU SYSTÈME DE GESTION DE L'INFORMATION SUR LA VIOLENCE SEXISTE AU SOUDAN DU SUD, À COLLABORER AVEC LUI AFIN D'IDENTIFIER LES AUTEURS DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE, NOTAMMENT CEUX QUI UTILISENT DES ENFANTS DANS LE CONFLIT ARMÉ ET COMMETTENT DES ACTES DE VIOLENCE SEXUELLE LIÉS AU CONFLIT ET DONT LES NOMS POURRAIENT, SUR LA BASE DES INVESTIGATIONS INDÉPENDANTES ET CONFIDENTIELLES DU GROUPE D'EXPERTS, FAIRE L'OBJET D'UNE PROPOSITION D'AJOUT À LA LISTE RELATIVE AUX SANCTIONS, CONFORMÉMENT AUX CRITÈRES DE DÉSIGNATION DÉFINIS AU PARAGRAPHE 7 DE LA RÉOLUTION 2206 (2015) STOP LES MESURES PROPOSÉES POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION SONT ACTUELLEMENT EN ATTENTE D'EXAMEN PAR LE COMITÉ STOP

MADAME ZERROUGUI, DANS SON EXPOSE, A DECRIT LES DERNIERS DEVELOPPEMENTS DE LA SITUATION DES ENFANTS AU SOUDAN DU SUD STOP AINSI, ELLE A EXPRIME SA DECEPTION SUITE A LA FAIBLE MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PAIX D'AOUT 2015 QUI POURTANT, COMPORTE DES DISPOSITIONS FERMES SUR LA PROTECTION DES ENFANTS STOP MALGRE CELA, LES GRAVES VIOLATIONS CONTRE LES ENFANTS SE POURSUIVENT ET LES CHIFFRES ONT AUGMENTE EN 2015 AVEC UN TOTAL DE 1051 INCIDENTS QUI ONT AFFECTES 28788 ENFANTS SELON LES DONNEES DES NATIONS UNIES STOP LES OFFENSIVES DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION DU SOUDAN (SPLA) DANS L'ETAT DE L'UNITE ONT ÉTÉ DECRITES PAR LES DERNIERS RAPPORTS DES NATIONS UNIES (GROUPE DES EXPERTS SUR LE SOUDAN DU SUD ET LE BUREAU DU HAUT COMMISSAIRE CHARGE DES DROITS DE L'HOMME) COMME CONSTITUTIVES DE LA « TACTIQUE DE LA TERRE BRULEE » OU DE « POLITIQUE » VISANT DELIBÉRÉMENT LES CIVILS, A-T-ELLE POURSUIVI STOP DES ENFANTS SONT TUES, VIOLÉS ET CIBLÉS SUR LA BASE DE LEUR APPARTENANCE ETHNIQUE STOP DES VILLAGES ONT ÉTÉ REDUITS EN CENDRE, DES FOYERS DETRUIES, LES POPULATIONS LAISSEES SANS AUTRE OPTION QUE DE FUIR, BEAUCOUP ONT TROUVE REFUGE DANS LES SITES DE PROTECTION DES CIVILS DES NATIONS UNIES (UN POC), CE QUI NE LES A PAS FORCEMENT EPARGNEES COMME L'ILLUSTRENT LES DERNIERS EVENEMENTS DANS LE SITE DE MALAKAL EN FEVRIER DERNIER ET LE 13 MARS 2016 STOP

EN CE QUI CONCERNE LE RECRUTEMENT ET L'USAGE DES ENFANTS, ELLE SOUTIENT QUE , LEUR NOMBRE CONTINUE D'AUGMENTER MALGRE LA SIGNATURE DU PLAN D'ACTION PAR LE SPLA ET PLUS RECEMMENT EN DECEMBRE DERNIER PAR L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION DU SOUDAN DANS L'OPPOSITION (SPLA/IO) STOP AINSI EN 2015, LE RECRUTEMENT DE PLUS DE 1800 ENFANTS A ÉTÉ ENREGISTRE, LA PLUPART PAR LE SPLA, LES FORCES DE SECURITE GOUVERNEMENTALES ET LEURS MILICES ALLIEES STOP TOUJOURS SELON LA REPRESENTANTE SPECIALE, PLUS DE 16 000 ENFANTS SOLDATS SONT ASSOCIES AUX SPLA, SPLA /IO ET AUTRES AGROUPES ARMES COMME CELUI DE JOHNSON OLONYI ET L'ARMEE BLANCHE MAIS AUSSI, LES GROUPES COMMUNAUTAIRES DE DEFENSE STOP

S'AGISSANT DE LA VIOLENCE SEXUELLE, MADAME ZERROUGUI A RAPPORTE QU'EN 2015, 98 INCIDENTS DONT 92 ATTRIBUES AU SPLA, AYANT AFFECTES 385 ENFANTS ONT ÉTÉ VERIFIES STOP SELON ELLE, LA VIOLENCE SEXUELLE A ÉTÉ LARGEMENT UTILISEE COMME TACTIQUE DE GUERRE AVEC LES FEMMES ET LES ENFANTS APPARTENANT OU SUPPOSES APPARTENIR AUX GROUPES ETHNIQUES DE L'OPPOSITION, COMME PRINCIPALES CIBLES STOP

FACE A LA SITUATION ACTUELLE OU L'IMPUNITE PERDURE, LA REPRESENTANTE SPECIALE A APPELE LE CONSEIL DE SECURITE A PRENDRE SES RESPONSABILITES ET DEPLOYER TOUS LES MOYENS ET OUTILS A SA DISPOSITION AFIN DE METTRE LA PRESSION SUR LES PARTIES PRENANTES STOP AINSI, ELLE DEMANDE QUE DE NOUVELLES SANCTIONS SOIENT IMPOSEES AUX PLUS HAUTS RESPONSABLES DE LA SOUFFRANCE DU PEUPLE SUD SOUDANAIS, A SAVOIR LE PRESIDENT SALVA KIIR ET LE CHEF DE L'OPPOSITION RIEK MACHAR,MAIS AUSSI LE GENERAL PAUL MALONG, COMMANDANT EN CHEF DU SPLA ET LES MEMBRES DE SON ETAT MAJOR, QU'ELLE JUGE RESPONSABLES DU RECRUTEMENT ET DE L'UTILISATION DES ENFANTS DANS LE CONFLIT AINSI QUE DES MEURTRES ET DES VIOLENCES SEXUELLES A GRANDE ECHELLE, SANS OUBLIER JOHNSON OLONYI ET SON GROUPE STOP

ELLE SE DIT, EN OUTRE, EN PHASE AVEC LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUETE DE L'UNION AFRICAINE POUR LA MISE EN PLACE DE MECANISMES DE REDDITION DE COMPTES, Y COMPRIS LE TRIBUNAL HYBRIDE STOP

6/7

LES DELEGUES QUI SONT INTERVENUS ONT TOUS RECONNUS LES ATROCITES QUE VIVE LE PEUPLE SUD SOUDANAIS NOTAMMENT LES FEMMES ET LES ENFANTS PRINCIPAUX VICTIMES DES ABUS COMMIS AUSSI BIEN PAR L'OPPOSITION QUE LE GOUVERNEMENT STOP NEANMOINS, ILS RESTENT DIVISES SUR L'UTILISATION DES SANCTIONS COMME MOYEN DE RESOLUTION DE LA CRISE AU MOMENT OU LE GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE TARDE A SE METTRE EN PLACE STOP

TOUTEFOIS, AU NOM DU PRESIDENT DU COMITÉ CRÉÉ PAR LA RÉOLUTION 2206 (2015), J'AI APPELÉ LES MEMBRES DU COMITÉ À ENVISAGER DE SOUMETTRE DES PROPOSITIONS D'AJOUT À LA LISTE RELATIVE AUX SANCTIONS ET ASSURE AUX MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL QU'IL METTRA TOUT EN ŒUVRE AFIN QUE LE COMITÉ PUISSE CONTINUER DE CONCENTRER SON ATTENTION SUR LES PERSONNES ET ENTITÉS QUI ONT RECRUTÉ ET MALTRAITÉ DES ENFANTS ET DONT LES ACTES JUSTIFIERAIENT L'IMPOSITION DE SANCTIONS CONFORMÉMENT AUX CRITÈRES DE DÉSIGNATION ÉNONCÉS AU PARAGRAPHE 7 DE LA RÉOLUTION STOP

A L'ISSUE DE LA REUNION, IL A ÉTÉ RETENU QU'UN COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT DONT PROJET CI-JOINT, SOIT CONJOINTEMENT PUBLIE PAR LE GROUPE DE TRAVAIL ET LE COMITÉ APRES AVOIR FAIT L'OBJET D'UNE COURTE PROCÉDURE D'APPROBATION TACITE STOP

HAUTE ET RESPECTUEUSE CONSIDERATION STOP ET FIN

LE CHARGE D'AFFAIRES  
GOREG MOISS  
REPSEN ADJOINT NEW YORK



SERVICE EXPEDITEUR: IMS/emd

50325

*Draft Press Release*

On 14 March 2016, the Security Council Committee established pursuant to resolution 2206 (2015) concerning South Sudan and the Security Council Working Group on Children and Armed Conflict held joint consultations featuring a briefing by the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict, Leila Zerrougui, concerning the impact of the conflict on children in South Sudan.

The joint informal consultations were a continuation of a practice initiated in 2015 to enhance collaboration and coordination between the Working Group and sanctions committees in order to advance the protection of children.

In her briefing, the Special Representative stated that despite the many commitments signed by the Government and opposition, the situation of children in South Sudan has worsened with a dramatic increase in grave violations against children in 2015. She expressed deep concern over the continuing recruitment and use of children by all parties to the conflict as well as the re-recruitment of children previously released by armed groups. The Special Representative also detailed the deliberate targeting of civilians in the conflict, resulting in children being killed and maimed, as well as the widespread use of sexual violence as a tactic of war against women and children.

Citing names of perpetrators from both sides, the Special Representative called upon the 2206 Sanctions Committee and its Panel of Experts on South Sudan to continue to investigate and examine the individual and command responsibility of all parties to the conflict for grave violations against children. She also expressed full support for the recommendations of the African Union Commission of Inquiry on South Sudan for the establishment of accountability mechanisms, including the Hybrid Court for South Sudan to be established in pursuance of the Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan signed on 17 August 2015 (S/2015/654).

Members of the Committee and Working Group strongly condemned the ongoing violations and abuses committed against children in South Sudan by all parties to the conflict. They expressed deep concern over the impact of the deteriorating security and humanitarian situation on children, especially the rising recruitment and use, sexual violence and brutal killing and maiming of children. Members of the Committee and Working Group also noted the long-term reintegration and rehabilitation needs of children affected by the conflict. They called for an end to all violations and abuses against children and agreed that the issue of the protection of children should be given continued attention.

Members of the Committee and the Working Group expressed support for enhanced communication between the Committee, the Panel of Experts, the Working Group and the Special Representative for Children and Armed Conflict.